

#### **Article G-34 : Rapports d'expert**

Sans préjudice de la nomination d'autres types d'experts lorsque les règles d'arbitrage applicables l'autorisent, un tribunal pourra, à la demande d'une partie contestante ou, si les parties contestantes n'y consentent pas, de sa propre initiative, nommer un ou plusieurs experts qui auront pour tâche de lui présenter un rapport écrit sur tout élément factuel se rapportant aux questions d'environnement, de santé, de sécurité ou autres questions à caractère scientifique soulevées par une partie contestante au cours d'une procédure, sous réserve des modalités et conditions arrêtées par les parties contestantes.

#### **Article G-35 : Mesures de protection provisoires**

Un tribunal pourra prendre une mesure de protection provisoire pour préserver les droits d'une partie contestante, ou pour assurer le plein exercice de sa propre compétence, y compris une ordonnance visant à conserver les éléments de preuve en la possession ou sous le contrôle d'une partie contestante ou à protéger sa propre compétence. Il ne pourra cependant prendre une ordonnance de saisie ou interdire l'application de la mesure présumée constituer un manquement visé aux articles G-17 ou G-18. Aux fins du présent paragraphe, une ordonnance comprend une recommandation.

#### **Article G-36 : Sentence finale**

1. Un tribunal qui rend une sentence finale à l'encontre d'une Partie pourra accorder uniquement, de façon séparée ou combinée :

- a) des dommages pécuniaires, et tout intérêt applicable; et
- b) la restitution de biens, auquel cas la sentence disposera que la Partie contestante pourra verser des dommages pécuniaires, et tout intérêt applicable, en remplacement d'une restitution.

2. Le tribunal ordonnera que les dépens de la procédure soient supportés par la partie contestante qui n'a pas eu gain de cause. Dans des circonstances exceptionnelles, le tribunal peut répartir les dépens entre les parties contestantes s'il juge qu'une telle répartition est appropriée eu égard aux circonstances de la plainte. Les autres frais raisonnables, y compris les frais de représentation et d'assistance juridique, seront supportés par la partie contestante qui n'a pas eu gain de cause, à moins que le tribunal ne juge qu'une telle répartition est déraisonnable eu égard aux circonstances de la plainte. Si la plainte est accueillie en partie seulement, les dépens seront ajustés proportionnellement au nombre ou à l'étendue des parties de la plainte qui ont été accueillies.

3. Sous réserve du paragraphe 1, lorsqu'une plainte est déposée aux termes du paragraphe G-18(1) :

- a) en cas de restitution de biens, il sera précisé dans la sentence que la restitution doit être faite à l'entreprise;